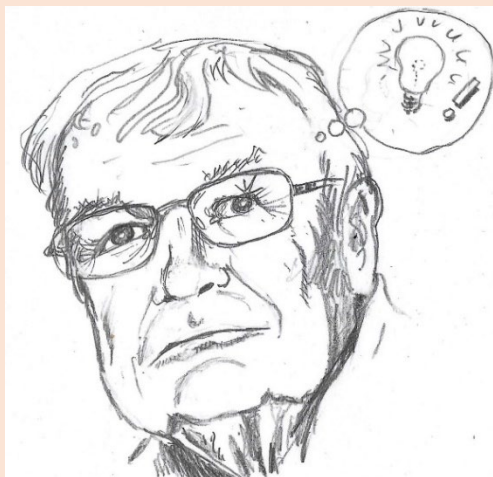


16 - INFOLETTRE PNC-France Déc 2024

Hommage : Jacques Masurel, vice-président de PNC-France nous a quittés

Sans lui, PNC-France n'aurait pas existé. Son engagement pour le climat le mobilisait depuis de nombreuses années et c'est ce qui l'a conduit avec d'autres à imaginer notre association. La profondeur de sa culture générale et philosophique allait de pair avec son ouverture d'esprit. Son imagination créative, son enthousiasme « juvénile » et sa volonté tenace de comprendre et de servir les causes qu'il jugeait pertinentes, nous ont été précieuses et nous manqueront terriblement. Face au mal implacable qui a fini par le terrasser, il a montré un courage impressionnant, une lucidité et une sérénité exemplaires, jusqu'à la fin. A sa famille, à Véronique sa compagne, nous adressons nos condoléances attristées, avec nos encouragements et nos chaleureuses pensées.



L'Edito du Président Bernard Accoyer : Procrastiner n'est plus une option !

Le contexte politique très agité que nous connaissons rend problématique l'adoption de textes législatifs par l'Assemblée nationale. Les gouvernements se succèdent et les décisions tardent à se concrétiser, notamment en ce qui concerne la filière nucléaire.

Pour les Énergies Renouvelables Intermittentes (EnRi), au contraire, tout va bien ! Les nouvelles versions de la Programmation Pluriannuelle de l'Électricité (PPE3) et de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC3), soumises à consultation du 1^{er} novembre au 16 décembre 2024, font la part belle aux EnRi dont les capacités installées d'ici 15 ans seront multipliées par 4. Certes, la PPE3 acte la non-fermeture de 14 réacteurs d'ici 2035 (on n'ose imaginer ce qui se serait passé si cette folie, inaugurée avec l'arrêt définitif des 2 réacteurs de Fessenheim, s'était poursuivie !) telle qu'elle était prévue dans la précédente PPE, mais le développement massif des EnRi, sans débat parlementaire, aura pour conséquences de déstabiliser les réseaux électriques et de faire exploser les prix de l'électricité alors que 12,4 GWe pilotables ont été arrêtés depuis 2012. Or, l'électrification des usages, condition *sine qua non* pour décarboner le pays, ne se fera pas avec une électricité de plus en plus chère. Il est donc incohérent d'opter, sans aucune analyse d'impact, pour des technologies onéreuses, creusant encore notre déficit commercial, sans espoir de favoriser la réindustrialisation du pays. De fait, la consommation d'électricité n'augmente plus depuis 6 ans. Il est donc urgent de prendre son temps avant de jeter des centaines de milliards d'euros dans les réseaux et les interconnexions, avec les conséquences délétères que l'on sait.

L'exécutif, les administrations et autres agences, ainsi que les députés ne sont pas tous sensibilisés à l'importance des choix énergétiques pour le climat et notre économie, comme les 2 commissions d'enquêtes parlementaires, en 2023 à l'Assemblée nationale, en 2024 au Sénat, l'ont clairement démontré. PNC-France peut et doit agir pour pallier cette faiblesse.

PNC-France demande avec insistance dans ses contacts avec l'administration que des études d'impacts économique et technique soient conduites sans délai afin que l'adoption de la PPE3 et de la SNBC3 repose sur des bases rationnelles et non idéologiques. L'OPECST pourrait être un acteur majeur de cette étude, avec l'appui des Académies des sciences et des technologies.



PNC-France en actions.

PNC-France contribue aux consultations de la PPE3 et de la SNBC3 en envoyant un cahier d'acteurs

PNC-France a déposé un cahier d'acteurs très complet (malgré la contrainte de 12 000 caractères imposée par la CNDP) pour exprimer ses vives inquiétudes concernant les projets de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE3) et de Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC3). Certes nous nous félicitons de la relance de la filière nucléaire, en attente de décisions concrètes, mais PNC-France

s'insurge surtout contre l'absence d'études d'impact sérieuses, sur les coûts, la faisabilité technique et les risques d'instabilité du réseau. L'absence de prise en compte des recommandations des commissions parlementaires et sénatoriales de 2023 et 2024, relève du déni démocratique.

A noter que les choix du gouvernement concernant le mix électrique reposent quasi exclusivement sur l'étude conduite par RTE, qui donne la part belle aux objectifs conduisant à un développement considérable et coûteux des EnRi, donc des réseaux et du chiffre d'affaires de RTE et d'ENEDIS. On n'est jamais mieux servi que par soi-même (pour faire plaisir à ses actionnaires) !

PNC-France met en garde contre l'augmentation à venir des coûts de l'électricité, qui sera fatalement exacerbée par le développement massif des énergies



renouvelables intermittentes. Le cahier d'acteurs complet est accessible ici : [Cahier d'acteurs de PNC-France consultation SNBC3 et PPE3](#)

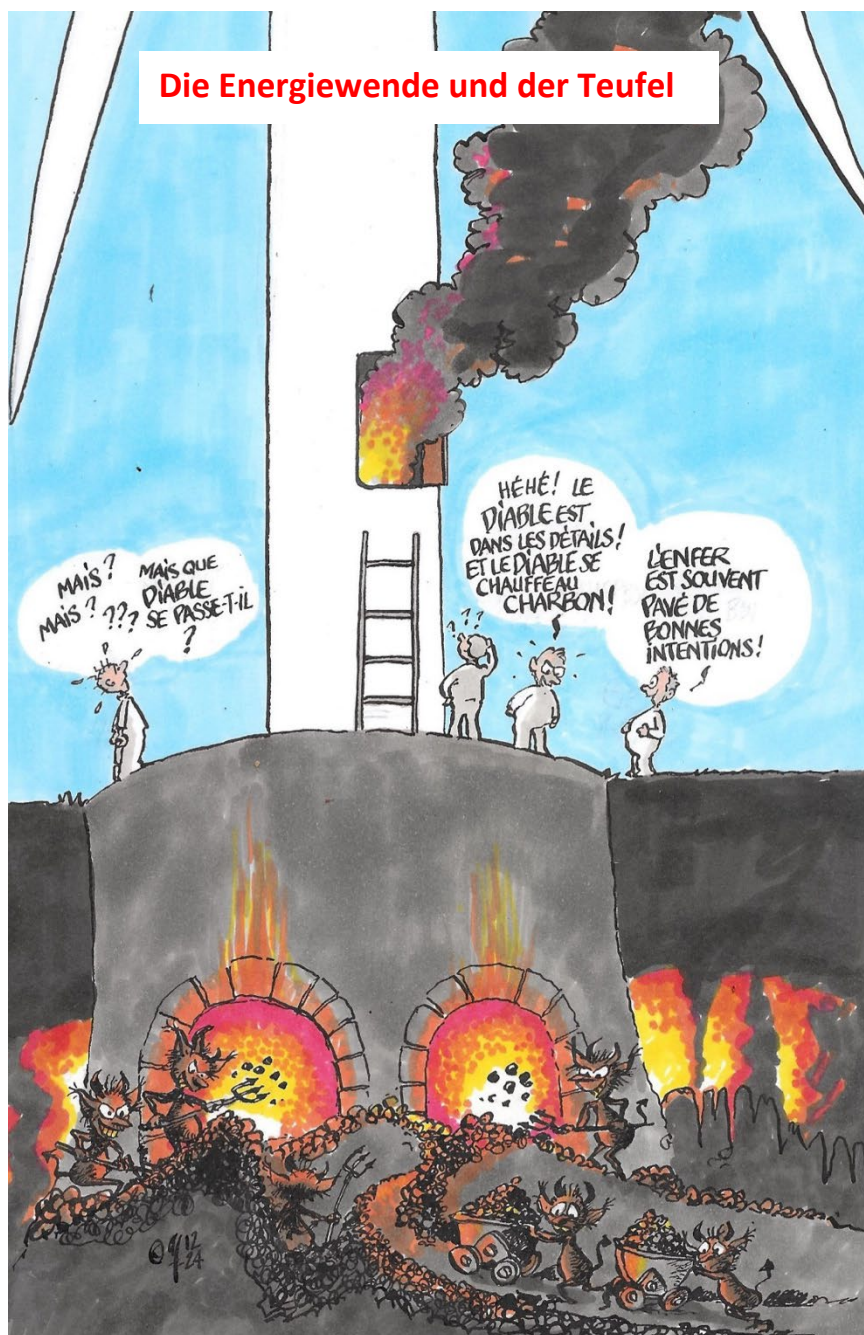
Et l'Europe dans tout cela ?

Audition des commissaires européens antinucléaires. Que Madame Van der Leyen propose Monsieur Dan Jorgensen à « l'Énergie et au Logement » et Madame Teresa Ribera Rodriguez à la « Transition propre, juste et compétitive » apparaît comme une provocation car ces deux candidats sont connus pour être de virulents promoteurs antinucléaires. Et, cerise sur le gâteau, l'ex-eurodéputé vert belge Philippe Lamberts a été nommé conseiller à la « transition vers une économie climatiquement neutre », auprès de la présidente de la Commission. PNC-France a envoyé le 15 octobre 2024 un courrier d'alerte aux membres de la commission chargée de les auditionner, soit 17 parlementaires européens français et 33 parlementaires de 9 pays membres de l'Alliance Européenne pour le nucléaire, afin de les encourager à obtenir des engagements clairs de la part des candidats-Commissaires à respecter la lettre des traités. Malheureusement sans succès.

Une vigilance de tous les instants est nécessaire si l'on veut lutter contre l'entrisme européen de l'Allemagne et de sa politique énergétique mortifère.

Comment accepter le mépris de la Commission pour les alertes des pays de l'Alliance pour le nucléaire ? Comment laisser l'ignorance des réalités de la physique gouverner l'Europe ? C'est ce que viennent de

rappeler les ministres de l'énergie de la Suède et de la Norvège, pays dont le réseau est bousculé par l'Allemagne et sa production intermittente. La France doit exiger le respect du traité de Lisbonne et l'accord Euratom. Elle doit retrouver sa souveraineté énergétique au titre de la subsidiarité et se protéger d'une extension excessive des interconnexions européennes.



Les Webinaires de PNC-France

Le succès de nos webinaires se confirme. Ils permettent d'éclairer l'actualité grâce à l'intervention de personnalités reconnues pour leurs compétences et leur liberté de ton.

- **Le 2 décembre 2024** nous avons reçu **Olivier Lluansi** et **Louis Gallois**. Dans son livre « Réindustrialiser, le défi d'une génération », Olivier Lluansi fixe un objectif ambitieux mais lucide pour notre industrie à l'horizon 2035 et propose des solutions pour y parvenir. Pour lui, changer de paradigme dans nos politiques industrielles est incontournable pour atteindre ces objectifs. Louis Gallois, quant à lui, a apporté son expertise et sa précieuse expérience industrielle pour enrichir la réflexion.
<https://youtu.be/KvTz4oWfWg8>

- **Le 3 octobre 2024** nous avons reçu **Marc Fontecave**, co-auteur d'un rapport de l'Académie des Sciences publié en avril dernier « *L'hydrogène aujourd'hui et demain* ». Les perspectives offertes par l'hydrogène pour la décarbonation de l'industrie et du système électrique. Elles semblent alléchantes mais soulèvent de nombreuses interrogations. Marc Fontecave nous a fait bénéficier de son expertise et de sa vision stratégique sur le défi que représente la filière hydrogène comme solution énergétique alternative et ses implications dans la transition énergétique. Quelles sont les perspectives futures de l'hydrogène en tant que vecteur énergétique durable ? Quels sont les défis à relever pour sa pleine intégration dans nos sociétés ? L'hydrogène et la transition énergétique : mythe ou réalité ? Écoutez Marc Fontecave :
<https://www.youtube.com/watch?v=3JQyGPwAHno>

- Le prochain webinaire, programmé **fin janvier 2025**, sera l'occasion d'échanger avec le sénateur **Vincent Delahaye**, rapporteur de la Commission sénatoriale de 2024 sur les évolutions du prix de l'électricité.

PNC-France propose à la lecture 2 livres incontournables sur les « rapides »

- Une fois n'est pas coutume, PNC ouvre ses portes au livre hommage à Georges Vendryes que tout un chacun peut lire ici : <https://heyzine.com/flip-book/d0f7b121ee.html>
Georges Vendryes « père » des réacteurs à neutrons rapides au CEA, est à l'origine des installations Harmonie (1965), Masurca (1966), Rapsodie (1967), Phénix (1973) et Superphénix (1985). Au côté des grands acteurs de l'histoire du nucléaire en France – Frédéric Joliot, Léon Kowarski, Jules Horowitz... Georges Vendryes a su marier science et technologie pour défricher un domaine qui reste encore aujourd'hui riche de promesses pour l'avenir. Cet ouvrage en son honneur présente un bâtisseur qui aura marqué tous ceux qui l'ont approché.



- PNC-France a soutenu la publication du dernier livre de Dominique Grenèche, infatigable défenseur de la 4^{ème} génération, le nucléaire durable cher à PNC-France depuis sa création en 2021. Régulièrement nous intervenons auprès de nos chers décideurs pour que la filière des réacteurs à neutrons rapides (RNR) surgénérateurs soit relancée au plus tôt, sans grand succès jusqu'à



<https://heyzine.com/flip-book/1db39241ef.html>

présent, il faut bien l'avouer. Pourtant les RNR sont incontournables pour assurer **l'approvisionnement énergétique des générations futures**, de façon souveraine, sans émissions de CO₂, et viable économiquement. Dominique Grenèche, adhérent de PNC-France, et expert reconnu, a rédigé un livre qui rassemble tous les éléments d'information nécessaires pour établir de façon incontestable la nécessité de la relance d'un programme de mise au point de réacteurs industriels surgénérateurs. Son livre peut être lu ici : <https://heyzine.com/flip-book/1db39241ef.html>

PNC maintient la pression sur les politiques



Face aux errements de la politique énergétique du pays, de l'idéologie anti-nucléaire bien ancrée dans toutes les strates de l'administration et des agences gouvernementales, PNC-France réagit en écrivant régulièrement aux décideurs politiques pour les informer, les alerter, et pour leur confirmer l'urgence des décisions à prendre, non seulement pour la préservation du climat mais également pour sauver notre modèle social.

Le 2 et le 18 décembre 2024 PNC-France a envoyé à l'ex-premier ministre et au nouveau premier ministre une lettre ouverte signée par un groupe d'anciens ministres, de parlementaires, de dirigeants d'entreprises liées à l'énergie et d'experts du domaine, pour les alerter sur **les zones aveugles de la politique énergétique française** et mettre un terme à un modèle qu'ils jugent ruineux, inefficace et susceptible d'entraîner une catastrophe économique et écologique: les garanties de prix attribuées aux producteurs d'énergies renouvelables intermittentes, qui n'ont pas de responsabilités vis à vis de l'équilibre du réseau, et les coûts exorbitants de l'extension des réseaux électriques et des flexibilités nécessaires aux EnRi faussent le marché, et pèsent *in fine* sur les consommateurs. Ils évoquent également les risques pour la souveraineté énergétique de la France et les pressions exercées par des intérêts étrangers qui promeuvent des modèles énergétiques inefficaces. [Lettre alerte de PNC-France à Mr Barnier](#) et [Lettre alerte de PNC-France à Mr Bayrou](#)

Le 2 décembre 2024 PNC-France écrit à Agnès Panier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, pour l'alerter sur l'augmentation significative des coûts de l'électricité induite par le développement massif des énergies renouvelables intermittentes. [Lettre à Agnès Panier Runacher sur les insuffisances PPE3 et SNBC3](#)

Le 12 novembre 2024 PNC-France écrit à Olga Givernet, ministre déléguée en charge de l'énergie, pour la mettre en garde contre l'augmentation des coûts de l'électricité due au développement massif des énergies renouvelables et souligne les **risques de blackout** liés à l'instabilité du réseau électrique. L'association appelle à une étude d'impact approfondie et impartiale pour définir le mix énergétique optimal. [Lettre à Olga Givernet sur les risques de la politique énergétique française](#)

Le 1er novembre 2024 PNC-France écrit au premier ministre pour critiquer les ambitions gouvernementales concernant l'éolien en mer, dont 45 GWe devraient être installés d'ici 2050, soit l'équivalent des trois quarts de la puissance nucléaire actuelle. C'est prendre un risque inconsidéré de déstabilisation du réseau et de blackout, sans parler de **l'impact sur les prix**, très supérieurs à ceux de l'hydraulique et du nucléaire. PNC-France demande au Premier Ministre de différer le programme éolien marin et de s'assurer du bien-fondé des conclusions proposées par les entités gouvernementales en charge de l'énergie (DGEC, ADEME, CRE) en redéfinissant leurs charges et leurs obligations [Lettre à Mr Barnier sur les enjeux stratégiques](#)

Le 29 septembre 2024 PNC-France s'adresse à Mme Wargon, présidente de la CRE pour l'exhorter à tout faire pour que la politique énergétique soit cohérente avec le besoin de maîtriser **les coûts**

de l'électricité et pour la mettre en garde contre les investissements dans des solutions technologiques incertaines et coûteuses. [Lettre à Mme Wargon sur les objectifs 2035](#)

Le **29 septembre 2024** PNC-France a écrit à Patrick Hetzel, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, pour lui rappeler l'importance cruciale du projet ASTRID, dont l'arrêt, décidé sans consultation préalable est lourd de conséquences pour l'avenir énergétique de la France et sa souveraineté. La disponibilité limitée de l'uranium rend indispensable la relance de ce projet stratégique. PNC-France met ses experts à la disposition de son ministère pour le guider dans ses décisions. [Lettre à P Hetzel pour la relance des RNR](#)

Le **26 septembre 2024** PNC-France adresse un courrier à Mme Givernet, Ministre déléguée en charge de l'énergie, pour lui dire que les orientations proposées dans les projets de PPE3 et SNBC3, **sont complètement hors-sol** : il n'y a toujours pas d'études d'impact du développement massif des EnRi ni sur la stabilité du réseau, ni sur les prix, et aucune vision stratégique sur la 4^{ème} génération n'est proposée. [Lettre à Olga Givernet sur les enjeux stratégiques](#)

Le 26 septembre 2024, PNC-France écrit à Antoine Armand, ministre de l'Économie, pour qu'il clarifie les **conditions de financement des nouveaux réacteurs** EPR2, condition *sine qua non* pour la relance de la filière. Dans un monde globalisé, le **coût de l'électricité** est un enjeu stratégique, pour les consommateurs et les entreprises. A ce titre, les dépenses colossales liées aux énergies renouvelables, comme l'éolien en mer, pèseront sur l'économie nationale. PNC-France rappelle qu'il est urgent de réaliser des études d'impact, offrant l'expertise de PNC-France pour éclairer les décisions à venir. [Lettre à Antoine Armand sur les enjeux énergétiques](#)

Le **13 septembre 2024**, PNC-France a écrit à Luc Rémont pour accuser l'entreprise d'une campagne publicitaire mensongère sur l'approvisionnement en électricité « tout renouvelable » des sites olympiques. La lettre met en lumière le besoin de transparence et de sincérité dans la communication énergétique. Alors que la politique énergétique française affiche un soutien renouvelé au nucléaire, PNC-France, aux côtés d'autres acteurs du secteur, dénonce aussi les pratiques publicitaires trompeuses des distributeurs alternatifs. Cette lettre souligne la nécessité de clarifier les messages autour de l'électricité décarbonée et met en évidence l'importance d'une communication fidèle aux réalités énergétiques. La correspondance de PNC-France met en lumière la tension entre les enjeux de transition énergétique, d'authenticité publicitaire et de responsabilité sociétale des entreprises du secteur. En attente d'une réponse de la part d'EDF, cette lettre ouverte appelle à une prise de conscience collective sur les enjeux énergétiques du pays. [Lettre à Luc Rémont sur les EnRi EDF](#)

PNC-France reste vigilant face aux infox :

PNC-France veille depuis 2021 à ce que l'information consacrée au nucléaire soit la plus objective possible. Des progrès sont observables mais il reste des cas où malheureusement la subjectivité le dispute à la désinformation.

Bilan de l'action « Veille Médiatique »

De manière générale, le nombre d'articles ou d'émissions sur lesquels nous intervenons est en baisse malgré une attitude toujours aussi vigilante de notre part. Nous avons récemment envoyé 6 lettres, dont deux à Ouest-France, une à Arte, une à France Info, une à France Inter et une à LCI, sans obtenir de réponse ! L'atmosphère générale, plus favorable au nucléaire, a entraîné la production d'articles mieux documentés et donc moins



critiquables. Les médias ont désigné des spécialistes sur le domaine de l'énergie dont le niveau de compétence est en amélioration.

Ainsi **Libération** dans un article du 24 novembre dernier récent a pris la peine de préciser dans la double page infographique de remplacer le pourcentage d'énergies renouvelables dans le mix énergétique français par le pourcentage d'énergie décarbonée (nucléaire + ENR). Une comparaison correcte de nos performances avec celles de nos voisins européens est ainsi possible.

En revanche **ARTE** a du mal à évoluer : dans l'émission « 28 minutes » du 9 septembre 2024, la chroniqueuse de « Quelle époque » a tenté de justifier le grand nombre de médailles obtenues par l'Ukraine aux Jeux paralympiques en évoquant les conséquences de Tchernobyl qui aurait généré de nombreuses malformations parmi les nouveau-nés, fournissant au pays un vivier d'handicapés dans lequel il était possible de puiser pour trouver de futurs sportifs de haut niveau... Bien sûr, aucune preuve concrète de ce qu'elle avançait n'a été fournie. D'ailleurs les 2 athlètes cités comme exemple avaient des handicaps qui n'avaient rien à voir avec Tchernobyl. L'une, née à 400 kms de Kiev, concourait pour les USA et l'autre était né avant Tchernobyl.



PNC-France dans les médias

Régulièrement PNC-France se fait connaître par des tribunes publiées dans des journaux de référence ([PNC-France Les passages médias](#))

Le **3 octobre 2024** Bernard Accoyer a signé une tribune bien enlevée dans le Point <https://www.lepoint.fr/tiny/1-2571742>, « le prix de l'électricité, un enjeu crucial » pour la France et l'ensemble de l'Union européenne. L'industrie handicapée par le coût de l'énergie perd en compétitivité. Par rapport aux États-Unis, à l'Asie, à l'Inde, le prix du gaz est quatre à cinq fois plus élevé, et l'électricité deux à trois fois plus chère alors qu'elle est la clé de notre décarbonation.

Le **11 décembre 2024** François Goulard a brillamment argumenté face à un opposant du « conseil écologique » lors de l'émission « 28 minutes » sur ARTE. Le débat faisait suite à la publication de notre lettre ouverte au premier ministre dénonçant la fuite en avant sur les EnRi.

Adhésion : pensez à renouveler votre cotisation

<https://www.pnc-france.org/devenir-membre-pnc-france/>

